

L'eurodéputée Sylvie Goulard prône une mutualisation de la dette européenne via la création d'eurobonds :

«Le clivage est plutôt Nord-Sud que droite-gauche»

Sylvie Goulard (Mo-dem) est chargée de rendre compte du «rapport d'initiative» sur les obligations européennes (eurobonds) que le Parlement européen devrait adopter en juillet.



Les eurobonds sont-ils la solution ultime pour en terminer avec la crise de la zone euro ?

Il n'y a pas de baguette magique qui permette d'effacer les problèmes structurels de la zone euro. Néanmoins, et c'est la raison pour laquelle le Parlement se bat depuis dix-huit mois pour que la question des obligations européennes soit inscrite à l'ordre du jour, nous ne bénéficions pas de tous les avantages que l'euro, monnaie globale, devrait nous donner, et en particulier celui d'un marché européen de la dette publique. Si la zone euro mutualisait l'ensemble de ses dettes nationales, la taille de son marché serait équivalente à celui des Etats-Unis, ce qui lui permettrait d'obtenir des taux d'intérêt bien plus avantageux que ceux actuellement exigés par les investisseurs.

Et cela empêcherait les marchés d'attaquer un Etat en particulier...

En effet. Par peur du fédéralisme, le traité de Maastricht de 1992 a décidé que les dettes publiques resteraient nationales et a exclu de créer une dette fédérale de la zone euro (comme aux Etats-Unis) qui aurait permis de diminuer d'autant les dettes nationales : c'est donc parce qu'on a fait le choix de laisser les Etats seuls face aux marchés que ceux-ci peuvent les jouer les uns contre les autres.

Il faut donc mettre fin à cette fragmentation des dettes nationales ?

Pour s'endetter en commun et donc prendre des risques ensemble, cela

implique de se faire suffisamment confiance, un point sur lequel l'Allemagne insiste à raison. Le paradoxe actuel est qu'on a plus que jamais besoin de s'endetter en commun, mais que la confiance entre

les pays du Nord, qui seraient les garants du système, et ceux du Sud n'a jamais été aussi faible...

C'est l'objet du rapport que je prépare : nous essayons d'imaginer une feuille de route, une succession d'étapes menant à ces eurobonds. Il s'agit d'abord de renforcer la gestion de la monnaie unique, comme nous avons commencé à le faire avec le Six Pack (renforcement du Pacte de stabilité) ou le traité d'union budgétaire, afin de recréer de la confiance entre nous. Au fur et à mesure que nous nous montrerons plus sérieux dans notre comportement budgétaire et économique, il sera possible de mettre en commun la dette.

Quelles seraient ces étapes ?

Il y a plusieurs options possibles. Afin de diminuer le stock de dettes existantes, le conseil des sages économiques allemands a ainsi proposé, cet automne, de créer un «fonds de rédemption» ou caisse d'amortissement de la dette, destiné à mettre en commun la partie des dettes nationales qui dépasse les 60% du PIB (le seuil maximum prévu par le traité de Maastricht), ce qui permettrait d'obtenir des taux d'intérêt bas et de la faire disparaître à terme. Avec un tel système, nous donnerions aux marchés le signal que nous allons tenir ensemble notre engagement de réduire notre endettement. On pourrait aussi créer des *eurobills*, qui obéissent à une logique différente : puisqu'on ne peut plus durablement s'endetter,

puisque l'on veut limiter le montant de la dette, on pourrait émettre des titres européens de moins d'un an. Cela permettrait aux Etats en difficulté de se financer à très court terme à des taux intéressants.

A mon avis, dans l'état actuel des opinions, c'est un pas facilement acceptable et cela permettrait de donner une bouffée d'air aux pays qui font des efforts. Dans quelques années, on pourra passer à une étape plus ambitieuse, celle qui consiste à s'intéresser à l'émission de la dette qui est sous le plafond des 60% du PIB. Et répondre à ces questions : faut-il créer un «trésor européen» qui répartirait cette dette entre les pays ? Cette répartition serait-elle sanctionnée par les Parlements nationaux ? Enfin, à plus long terme, après avoir modifié les traités européens et sans doute la Constitution de plusieurs pays, dont la Loi fondamentale allemande, on pourrait imaginer que la dette nationale émise par chaque Etat (toujours sous le plafond des 60% du PIB) serait garantie en commun. On pourrait introduire une péréquation des taux afin que l'Allemagne ne soit pas perdante. On peut bien sûr combiner l'ensemble de ces solutions.

Où est la ligne de fracture entre partisans et opposants aux eurobonds ?

Le clivage est plutôt Nord-Sud que droite-gauche. Il y a un refus de principe des eurobonds par la droite allemande, qui montre que l'on a bien un problème de confiance. Mais il y a une prise de conscience, y compris en Allemagne, que nous sommes dans le même bateau. Aller divisés sur les marchés, ce n'est pas le meilleur moyen de convaincre les investisseurs chinois, qataris, saoudiens de l'irréversibilité de la monnaie unique.

Recueilli à Bruxelles par J.Q.